



Marie-Anne CHAPDELAINÉ

Députée d'Ille-et-Vilaine

N°37

Infos Thématiques

Inauguration du Musée national de l'Histoire de l'immigration

Sept ans après son ouverture, le Président a donc inauguré cet après-midi le Musée national de l'Histoire de l'Immigration, projet initié en 2001 par Lionel Jospin.

Voici les grandes lignes de son intervention à cette occasion :

=> La vocation de ce musée, c'est de rendre aux immigrés la place qui leur revient dans le récit national. C'est plus qu'un symbole, c'est un message de confiance.

Nous pouvons désormais mesurer l'apport des immigrés et de leurs descendants à la Nation. Par le sang versé, par leur travail, leurs talents, leurs réussites.

Annonce : +1 million budget dès l'année prochaine, doublement sur 5 ans

=> Evoquer l'histoire de l'immigration c'est convoquer l'Histoire de France

Plus vieux pays d'immigration d'Europe (révolution industrielle, reconstruction, décolonisation, mondialisation), les immigrés ont apporté une contribution décisive pour l'économie de notre pays. On estime qu'ils auront construit l'équivalent d'1/2 logement, 1/7 machine, de 90 des autoroutes du pays.

Hommage aux poilus, aux soldats africains du débarquement de Provence, aux résistants des MOI : tous se sont battus pour la France, pour une certaine idée de la France, pour une France universelle, ouverte au monde, fière de ses idéaux de progrès.

=> L'Histoire de l'immigration rappelle néanmoins qu'elle fut toujours l'objet d'une controverse.

L'exploitation des questions migratoires n'est donc en rien une nouveauté (affaire Dreyfus, collaboration, guerre d'Algérie, ratonnades des années 60, attentats racistes dans les années 70) Rien de neuf dans les discours d'aujourd'hui. Les étrangers sont toujours accusés de venir prendre l'emploi des Français ou de bénéficier d'avantages sociaux indus quand bien même les études les plus sérieuses montrent qu'ils contribuent davantage aux comptes sociaux qu'ils n'en bénéficient. Mais le fait nouveau c'est la pénétration de ces thèses dans un contexte de crise qui paraît interminable et de mondialisation insaisissable. Le fait nouveau, c'est le doute qui s'est installé sur notre capacité à vivre ensemble. C'est la peur d'une religion, l'Islam, qui est d'une façon inacceptable présentée par certains comme incompatible avec la République. Le fait nouveau, ce sont les vents mauvais qui soufflent partout en Europe.

=> L'intégration

Naturalisation (acte de reconnaissance républicaine), droit du sol, c'est ainsi que les immigrés d'hier et leurs enfants se sont fondus dans notre société qui en même temps s'est enrichie de leur contribution.

La République n'est pas liée aux origines mais à l'adhésion à un projet commun.

=> L'école reste le creuset de l'intégration. Les réussites sont nombreuses, mais regardons aussi les échecs. Les décrochages concernent principalement certains quartiers et certains jeunes. La révision

des cartes de l'enseignement prioritaire, les moyens donnés à l'EN sont des leviers essentiels pour aller vers une intégration réussie.

=> **La laïcité, ce n'est pas un concept mais une manière de vivre et de respecter l'autre.** Proclamée, elle doit surtout être comprise, enseignée, traduite en principes simples et intelligibles. La laïcité n'est ni la lutte contre la religion, ni la suspicion à l'égard de telle ou telle communauté mais une école du respect et de la règle commune et une reconnaissance de la liberté de croire ou ne pas croire.

=> **Traiter de façon républicaine la question de l'immigration c'est imposer la vérité des faits et l'obligation d'agir.**

- traiter avec fermeté et humanité l'immigration clandestine

- Mais une République sûre de ses principes et fière de ses valeurs ne doit pas céder un pouce de terrain à la facilité, aux replis sur soi, à ceux qui veulent revenir à une France en petit.

- Depuis 10 ans, notre pays accueille environ 200 000 personnes par an *90 000 viennent au titre de l'immigration familiale

*60 000 arrivent chaque année comme étudiants (une chance extraordinaire pour la France)

*asile : c'est un droit constitutionnel qui fait partie de l'identité même de la France. Un système d'examen du droit d'asile qui dysfonctionne c'est prendre le double risque d'immigration illégale en cas de refus et de retard d'intégration en cas d'acceptation (cf PL AN réduction délai traitement à 9 mois)

*travailleurs détachés : la libre circulation est un acquis fondamental de l'Europe mais elle ne peut pas être détournée ou dévoyée pour mettre nos salariés et nos entreprises dans une concurrence déloyale sur le plan économique et qui exacerbe les tensions sur le plan politique.

=> **Pour l'Europe, notre frontière c'est Schengen.** C'est facile de vouloir faire éclater Schengen mais rétablir les frontières ce serait reculer. L'avenir de l'Europe n'est pas de se concevoir comme une forteresse assiégée mais de bâtir ensemble, avec nos voisins, une politique permettant de conjuguer la gestion des crises, l'aide au développement et le contrôle des mouvements de population.

=> **Pour que chacun se considère français en France, nous devons agir sur la double dislocation du pacte républicain.**

La République n'a d'avenir que si se reconstruit une politique de citoyenneté dont le principe est simple et clair : c'est l'égalité.

La République n'a d'avenir que si les droits et les devoirs sont rappelés à tous ceux qui vivent en France.

La République n'a d'avenir que si aucun territoire n'est relégué, abandonné, oublié. Elle n'a d'avenir que si les quartiers ne deviennent pas des ensembles où vivent les mêmes populations dont la communauté de destin serait celle de leur communauté supposée d'origine. C'est le sens de la politique de la ville.

=> **Le parcours d'intégration** (cf. loi sur le séjour des étrangers) : apprentissage de la langue française, formation aux valeurs de la République, à ses règles, à ses usages, ses droits et ses devoirs accompagné d'une remise de titres de séjour pluriannuels

=> **Droit de vote des étrangers aux élections locales** : nous le souhaitons depuis bien longtemps. Il faut tenir un langage de vérité pour éviter les passions et les désillusions. Chacun en connaît les conditions. J'y suis pour ma part favorable. Aux forces républicaines de prendre leurs responsabilités.

=> **Naturalisation** : il n'est pas de meilleure preuve d'amour à la République que cette déclaration

d'allégeance à ses principes et à ses valeurs. Depuis 2012 : de nouveaux critères justes et transparents ont été mis en place, il faut accélérer et unifier les procédures sur le territoire.

=> **Chibanis** : je souhaite que la République marque enfin sa reconnaissance pour ces vieux immigrés. Ils ont donné leur jeunesse et leurs bras. Il est temps que leur naturalisation soit facilitée comme l'a proposé un rapport parlementaire (cf. loi vieillissement).

L'immigration en France c'est l'histoire des millions de personnes venues d'ailleurs qui voulurent un jour fonder leurs aspirations dans le rêve français.

Il n'est plus temps d'attendre, la société française doit représenter toutes les couleurs de ses forces vives.

Cette diversité est une chance si nous savons la valoriser, l'enrichir, la dépasser par une volonté commune de vivre ensemble.

C'est une responsabilité collective dont l'Etat a la charge mais toutes les institutions publiques et privées sont concernées.

La réussite de l'immigration déterminera notre destin national.